

2018, ANNÉE CHARNIÈRE

Stop ou encore pour 10 patrons du CAC

Veolia, Air Liquide, Saint-Gobain... Ce printemps, un quart des dirigeants des entreprises phares de la Bourse de Paris remettent leur titre en jeu.

Rendez-vous à 15 heures tapantes, le 19 avril, pour l'assemblée de Veolia, litan sur le site du leader mondial de l'eau et des déchets. Cette année, **Antoine Frérot**, 59 ans, briguera un nouveau mandat sans avoir à affronter les tentatives de putsch qui ont émaillé le début de sa présidence. Après une restructuration sévère, il a renoué avec la croissances. « *Au regard du redresse-*

ment, il serait étonnant qu'il ne soit pas renouvelé », juge Thierry Carlier-Lacour, directeur associé du cabinet de recrutement Traditions & Associés.

Ce printemps, un bon quart des patrons du CAC 40 remettent leur titre en jeu. Certains avec leur habituelle discrétion de violette : ainsi le PDG d'Air Liquide, **Benoît Potier** (60 ans), devrait annoncer, lors des résultats mi-février, qu'il brigue un troisième

mandat. Son bilan reste auréolé de sa mégafusion avec l'américain Airgas en 2016. Pas d'obstacle à première vue non plus à Saint-Gobain pour **Pierre-André de Chalendar** (59 ans). Le conseil d'administration a proposé dès novembre 2017 de le reconduire. **Gilles Schnepf** (59 ans) – deuxième patron le plus performant du palmarès 2017 de *Challenges* – devrait aussi rempiler sans difficulté chez Legrand.

Enfin, le renouvellement de **Carlos Ghosn** chez Renault (actionnaire de *Challenges*), qui devrait afficher mi-février des résultats record sur 2017, semble également une formalité. A ceci près que, comme chez Nissan, il pourrait prendre du recul et scinder les fonctions de président et de patron opérationnel. Les spéculations vont bon train, avec des noms venus de l'intérieur (Thierry Bolloré, directeur de la compétitivité, Thierry Koskas, directeur commercial...) comme de l'extérieur de l'entreprise. Celui de Fabrice Brégier, sur le départ à Airbus, a aujourd'hui les faveurs des bookmakers. A L'Oréal, c'est Nicolas Hieronimus qui a été propulsé l'an dernier au rang de numéro deux – et dauphin officieux – de **Jean-Paul Agon** (61 ans), lequel s'est engagé à partir à 65 ans.

Affichant ce même âge aujourd'hui, **Paul Hermelin** s'est aussi fixé une feuille de route précise : encore un demi-mandat, pas plus. « *Il faut une vision à dix ans pour Capgemini*. A 65 ans, ce n'est pas réaliste », a confié le PDG lors d'un *Matin HEC-Challenges*, mi-décembre. D'ici là, il a intronisé deux successeurs potentiels, directeurs généraux délégués, **Aïman Ezzat** et **Thierry Delaporte**. **Xavier Huillard** (63 ans), lui, a rouvert le jeu à Vinci : le relooking de son comex, au nom d'une entreprise plus plate, a fait perdre l'an dernier à Pierre Coppey son titre officiel de directeur général délégué, contraignant ce dernier à de nouveaux efforts pour décrocher le job suprême. Quant à **Thierry Breton** (62 ans), candidat rêvé des chasseurs de têtes (et de l'Etat) pour « rebooter » Airbus, il est au cœur des rumeurs. A défaut, il briguera un nouveau mandat à Atos, dont il a multiplié par deux la taille et par quatre le cours de Bourse en dix ans.

Thuy-Diep Nguyen

Troisième mandat sous condition pour le numéro un d'Orange

Stéphane Richard, PDG d'Orange depuis 2011, semble avoir déjà décroché son troisième mandat à la tête de l'opérateur. L'Etat, actionnaire du groupe à 23%, vient de lui apporter son soutien pour le conseil d'administration du 20 février. « *Il a fait du bon travail à la tête d'Orange, donc il a vocation à être reconduit* », a annoncé le ministre de l'Economie Bruno Le Maire le 21 janvier. Stéphane Richard bénéficiait déjà du soutien des salariés et de leurs représentants au conseil d'administration, ainsi que de celui des administrateurs indépendants. Pourtant, sa campagne s'est trouvée entachée par son renvoi en correctionnelle le 21 décembre dernier, pour « *complicité de détournement de fonds publics* » et « *complicité d'escroquerie* » dans

l'affaire Tapie. Les noms de candidats alternatifs ont circulé. Le PDG d'Orange n'a jamais imaginé une mauvaise manière de son administrateur Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance. Et les deux membres du comité exécutif que l'on disait sur les rangs ont dû revoir leur ambition : Pierre Louette, secrétaire général, va d'ailleurs quitter le groupe ; et Ramon Fernandez, directeur financier, a témoigné de sa fidélité au patron. Mais c'est bien lui qui pourrait le remplacer en cas d'issue fatale dans le procès Tapie. Car le gouvernement, échaudé par la situation de Mathieu Gallet, ne veut plus tergiverser. Bruno Le Maire l'a donc promis : si Stéphane Richard était condamné comme le patron de Radio France, « *il remettrait immédiatement son mandat* ». L. L.

B. Deleissand/Challenges



NOUVELLEMENT
LE 20 FÉVRIER

Stéphane Richard, PDG d'Orange. Il est soutenu par l'Etat. Mais s'il devait être condamné dans l'affaire Tapie, il devra démissionner.